

## **II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (1920). – Les illusions des syndicalistes révolutionnaires tombent**

A l'ouverture du deuxième congrès de l'Internationale communiste (1920), les illusions des syndicalistes révolutionnaires les moins naïfs étaient tombées. Il était devenu évident que l'Internationale communiste ne serait pas une association souple d'organisations conservant leur autonomie mais une armée disciplinée obéissant à des règles décidées par Moscou, adoptant le programme décidé par Moscou et appliquant la politique décidée par Moscou. Les bolcheviks faisaient tout ce qu'ils pouvaient dans ce sens. L'Internationale, forte de ses 21 conditions d'adhésion, était l'organe qui devait faire passer les ordres aux partis membres. Les bolcheviks étaient en mesure de décider qui présidait les commissions de travail ; ils avaient les moyens de gérer les divergences d'opinion lors des réunions du congrès, ils pouvaient même contrôler les votes. Sur environ 169 voix qui s'exprimaient au congrès, 136 représentaient des organisations communistes, dont 64 Russes. Les bolcheviks avaient de cette manière l'assurance que leurs positions seraient en toute circonstance majoritaires.

Zinoviev présenta un document statuant qu'aucune révolution ne saurait avoir lieu sans qu'il y ait un parti communiste indépendant : l'objectif de la lutte des classes, qui se transforme inévitablement en guerre civile, dit ce texte, est la conquête du pouvoir politique. Cette thèse allait à l'encontre de celles des industrialistes américains des IWW et des syndicalistes révolutionnaires français et britanniques dont les positions anti-parti étaient accusées d'aider à soutenir la bourgeoisie et les social-démocrates contre-révolutionnaires.

« Dans nos thèses, nous avons dit aux syndicalistes révolutionnaires que la propagande contre la nécessité d'un parti ouvrier indépendant que les syndicalistes révolutionnaires et les partisans des IWW développent n'a fait que contribuer à soutenir la bourgeoisie et les "social-démocrates" contre-révolutionnaires. Dans la mesure où les syndicalistes révolutionnaires et

les industrialistes font de l'agitation contre le parti communiste, qu'ils souhaitent remplacer exclusivement par des syndicats ou quelque sorte d'informe syndicat général de travailleurs, ils se rapprochent des opportunistes. (...) Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment faire. Ils ne se rendent pas compte que sans un parti politique indépendant, la classe ouvrière est un tronc sans tête<sup>1</sup>. »

Cette citation illustre parfaitement le fossé qui sépare le syndicalisme révolutionnaire du bolchevisme et révèle l'ampleur de la naïveté de ceux des syndicalistes révolutionnaires qui ont cru devoir soutenir les bolcheviks à la fois dans l'Internationale communiste et dans l'Internationale syndicale rouge.

Pour les communistes russes, sans parti communiste, la classe ouvrière est un corps sans tête. Le syndicalisme révolutionnaire avait constitué un progrès dans la lutte contre le programme contre-révolutionnaire de la II<sup>e</sup> Internationale, mais en comparaison avec le marxisme révolutionnaire, le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en arrière.

Les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas préparés à une telle attaque frontale. Le discours d'ouverture de Zinoviev provoqua de vives protestations. Le Britannique Tanner en particulier mit en avant le rôle révolutionnaire des délégués d'atelier (*shop stewards*) qui, dans les comités d'usine, avaient à lutter contre les travaillistes. Le mouvement des comités d'usine pouvait constituer un guide efficace sans pour autant former un parti politique. Tanner demanda si les bolcheviks s'imaginaient qu'ils avaient des choses à enseigner à l'Occident sans rien avoir à en apprendre. Il fallait, déclara-t-il, que les organisations dans l'Internationale aient un certain degré d'autonomie. Rosmer raconte :

« Cependant pour un certain nombre de délégués, c'était la question du parti politique lui-même qui se trouvait d'abord posée ; ceux-là n'avaient jamais jusqu'alors appartenu à un parti politique ; toute leur activité se développait au sein des

---

1 Minutes du second congrès de l'Internationale communiste, 2<sup>e</sup> session, 23 juillet 1920.

organisations ouvrières. C'est ce que Jack Tanner vint dire à la tribune. Il expliqua comment, pendant la guerre, s'étaient développés les "shop stewards committees", l'importance nouvelle qu'ils avaient prise en s'opposant à la politique des leaders trade-unionistes engagés à fond dans la politique belliciste du gouvernement britannique. La dure bataille qu'ils avaient menée, non sans risques, pendant la guerre, les avait tout naturellement conduits à donner aux comités d'usine un programme révolutionnaire et à rallier, dès l'origine, la Révolution d'Octobre et la 3<sup>e</sup> Internationale. Mais leur action s'était toujours développée hors du Parti, et dans une bonne mesure contre le Parti dont certains dirigeants étaient les mêmes hommes qu'ils trouvaient devant eux dans les luttes syndicales. Leur propre expérience des années passées n'avait pu que renforcer leurs convictions syndicalistes : la minorité la plus consciente et la plus capable de la classe ouvrière pouvait seule orienter et guider la masse des travailleurs dans la lutte quotidienne pour leurs revendications aussi bien que dans les batailles révolutionnaires <sup>2</sup>. »

D'autres délégués soulignèrent que la III<sup>e</sup> Internationale prenait le contre-pied systématique de la II<sup>e</sup> Internationale par dogmatisme – accusation qui déplut fort à Lénine, qui fit remarquer que l'Internationale n'aurait pas lieu d'exister si chaque organisation qui la composait était libre de prendre ses propres décisions. A Tanner, il répondit que la « minorité consciente de la classe ouvrière, cette minorité active qui doit guider son action, mais c'est le parti ; c'est ce que nous, nous appelons le parti ». La classe ouvrière n'est pas homogène, ajoute Lénine, et pour rallier « la grande masse des travailleurs », « la minorité doit s'organiser, créer une organisation solide, imposer une discipline basée sur les principes du centralisme démocratique ; alors, vous avez le parti <sup>3</sup>. »

Pestaña, le délégué espagnol, dit à peu près la même chose que Tanner, mais, à la différence de celui-ci, qui ne représentait que

---

2 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

3 Cité par Rosmer, *op. cit.*

des groupements encore peu nombreux et se développant en marge de l'organisation syndicale centrale, Pestaña pouvait parler au nom de la "Confederacion Nacional del Trabajo" qui revendiquait un million d'adhérents. L'intervention de Pestaña est extrêmement intéressante parce qu'elle souligne par anticipation la différence entre la révolution russe et ce que sera la révolution espagnole vingt ans plus tard. Pour lui, les origines d'une révolution se trouvent dans un ensemble de déterminations culturelles du peuple, dans la disparité entre « ses aspirations et l'organisation qui la commande et la gouverne » ; la révolution apparaît dans « le processus évolutif complexe qui requiert l'effort de plusieurs générations »<sup>4</sup>. Il ajoute : « Aucun parti ne peut s'arroger le privilège d'être le seul à créer ce processus . (...) Vous n'avez pas fait la révolution en Russie seuls », déclara-t-il aux bolcheviks : « vous avez contribué à la faire et vous avez été assez chanceux pour arriver au pouvoir »<sup>5</sup>. Ce langage ne devait certes pas plaire aux dirigeants russes, et d'ailleurs Pestaña se plaint dans son rapport qu'il est contraint de quitter la tribune au bout de dix minutes mais que Trotsky lui succède pour le contrer pendant trois quarts d'heure. Trotsky tient absolument à convaincre les délégués espagnols, américains et français de la nécessité du parti « pour l'accomplissement de la tâche historique présente, le renversement de la bourgeoisie ». Il affirme que lorsqu'il était en France, il se sentait « un camarade parmi des camarades dans la compagnie de Monatte, de Rosmer et de leurs amis dont la plupart avaient un passé anarchiste » :

« Les syndicalistes français mènent leur travail révolutionnaire dans les syndicats. Quand je discute cette question avec Rosmer, nous avons un terrain commun. Les syndicalistes français, en défi aux traditions de la démocratie et à ses déceptions, disent : "Nous ne voulons pas de partis politiques, nous sommes partisans de syndicats ouvriers et d'une minorité consciente qui, dans leur sein, préconise et applique les méthodes d'action directe." Qu'entendaient les syndicalistes français par

---

4 Pestaña a parfaitement conscience que la CNT espagnole était l'héritière de la section de l'AIT qui s'était constituée en 1868.

5 Pestaña, *Memorias*.

cette minorité ? Cela n'était pas clair à eux-mêmes ; c'était un présage du développement ultérieur qui, en dépit des préjugés et des illusions, n'a pas empêché ces mêmes syndicalistes de jouer un rôle révolutionnaire en France et de rassembler cette petite minorité qui est venue à notre congrès international <sup>6</sup>. »

Pour les syndicalistes révolutionnaires français, cette minorité est

« ...la fraction d'élite de la classe ouvrière française, une fraction qui a un programme clair et une organisation propre, une organisation dans laquelle toutes les questions sont discutées, où on prend aussi des décisions et où les membres sont liés par une certaine discipline. Par voie de simple conséquence de la lutte contre la bourgeoisie, de sa propre expérience et de l'expérience des autres pays, le syndicalisme français sera amené à créer le Parti communiste <sup>7</sup>. »

Quant à l'Espagne, Trotsky affirme que l'Internationale constitue un « Parti communiste international, c'est-à-dire l'unification des éléments avancés de la classe ouvrière qui ont apporté ici leurs expériences, les confrontent mutuellement, se critiquent l'un l'autre et, après discussion, prennent des décisions », et qu'il a bon espoir que lorsque Pestana rentrera en Espagne il soumettra aux syndicalistes espagnols les résolutions du congrès de l'Internationale et que « ceux des syndicalistes espagnols qui s'uniront sur la base de nos thèses ne formeront rien d'autre que le Parti communiste espagnol » <sup>8</sup>. Sur ce point, Trotsky se trompait lourdement. Les centaines de milliers d'adhérents et de militants de la CNT espagnole (sans parler de ceux de l'UGT) n'étaient pas particulièrement disposés à se soumettre à une « avant-garde » autoproclamée de quelques centaines de personnes que constituaient l'un ou l'autre des deux partis communistes espagnols qui se concurrençaient alors sur le marché de la révolution.

---

6 Trotsky, cité par Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

7 *Ibid.*

8 Cité par Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

Le délégué allemand Augustin Souchy souligna qu'une Internationale devait exprimer « l'esprit vivant du mouvement ouvrier », qu'on trouve « non pas dans les têtes des théoriciens mais dans le cœur des travailleurs ». Il affirmait que les bourgeois reconnaissent la menace du mouvement syndicaliste révolutionnaire en le persécutant partout, alors qu'ils n'avaient aucune crainte des partis politiques ouvriers. Ce sont les partis politiques, et non l'antiparlementarisme, qui constituent le legs de la bourgeoisie. Aux yeux de Souchy, les bolcheviks ont donné leur sanction aux méthodes parlementaires – allusion au « Front unique » préconisé par l'IC, qui impose aux partis communistes de participer aux élections – au moment même où les éléments les plus avancés de la classe ouvrière deviennent de plus en plus antiparlementaires. Il eût été préférable de tenir compte de ce qui se passait dans la classe ouvrière révolutionnaire plutôt que de partir « d'un point de vue dogmatique pour promouvoir le parlementarisme sous le prétexte que c'est bon pour la propagande, après l'avoir éjecté au son des trompettes ». Souchy conteste également le point de vue de Zinoviev selon lequel les syndicats sont incapables de réorganiser la vie économique de la société. Qui, demandait-il, devrait organiser l'économie ? « Des éléments bourgeois qu'on aurait organisés en partis, qui ne sont aucunement en lien (...) avec la vie économique, ou plutôt ceux (...) qui sont près de la source de la production et de la consommation »<sup>9</sup> ?

Les syndicalistes révolutionnaires furent l'objet d'attaques répétées lors du débat sur le rôle du parti communiste et lors de l'ensemble des débats qui animèrent le congrès. Les thèses de Zinoviev passèrent sans difficulté, de même que celles de Boukharine légitimant la participation des révolutionnaires aux élections parlementaires. Boukharine condamna l'antiparlementarisme, accusé d'être « une doctrine naïve et infantile au-delà de toute critique »<sup>10</sup> – attaques clairement destinées aux syndicalistes

---

<sup>9</sup> Second CI congress ; pp. 76-77.

<sup>10</sup> « "L'antiparlementarisme" de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolutionnaire, n'est donc qu'une doctrine enfantine et naïve ne résistant pas à la critique, résultat parfois d'une saine aversion pour les politiciens parlementaires, mais qui n'aperçoit pas, par ailleurs, la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive, de plus, que cette opinion se base sur une notion

révolutionnaires ou aux IWW, dont un délégué avait condamné comme opportuniste la politique parlementaire de l'Internationale communiste, ou William Gallacher, du mouvement écossais des délégués d'ateliers. Souchy accusa la politique du parlementarisme révolutionnaire de rééditer les erreurs de la social-démocratie et accusa les bolcheviks d'être incorrigiblement doctrinaires et de chercher de nouveaux arguments pour soutenir le vieux parlementarisme défraîchi : « Vous êtes des marxistes, et cela suffit ; vous êtes théoriquement pleins de préjugés et dogmatiques. » Les marxistes, ajoute-t-il, « ont absorbé l'idée de parlementarisme avec le lait de leur mère, avec ces dogmatiques le parlementarisme est imprégné jusqu'à l'os ». L'argument dut toucher parce que les marxistes détestent être traités de dogmatiques. (On ne prête qu'aux riches.)

Les réserves de Souchy, exprimées de manière certes un peu « rugueuses », n'étaient pas totalement infondées. En effet, à l'écrasante majorité de son congrès de 1874, la social-démocratie allemande avait à ses débuts affirmé qu'elle restait fidèle à la révolution et à l'action de masse et qu'elle ne s'engageait dans la lutte parlementaire que pour des raisons d'agitation politique. En 1890, les social-démocrates allemands réaffirmaient qu'ils ne participaient aux élections que par opposition, utilisant le parlement comme une plateforme d'agitation. Lorsque la guerre éclata en 1914, le parti social-démocrate allemand était totalement englué dans la routine parlementaire. Les syndicalistes révolutionnaires ne voyaient rien dans la rhétorique des nouveaux partis communistes qui pût les empêcher de suivre la même voie.

Il était clair que c'est sur leurs bases à eux que les bolcheviks souhaitaient avoir le soutien du mouvement révolutionnaire européen, et en particulier des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes. C'est dans ce sens que Lénine appela les communistes à gagner les travailleurs au Komintern en les détachant de

---

tout à fait erronée du rôle du Parti, considéré non comme l'avant-garde ouvrière centralisée et organisée pour le combat, mais comme un système décentralisé de groupes mal reliés entre eux. » (« Le Parti Communiste et le parlementarisme », *Le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste.*)

l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire. Les dirigeants bolcheviks avaient décidé de toute façon de ne tenir aucun compte des opinions divergentes des leurs dans la mesure même où ils s'étaient assuré une majorité confortable au congrès de la l'Internationale communiste et dans les commissions. « Les social-démocrates [c'est-à-dire les bolcheviks <sup>11</sup>] étaient si persuadés de détenir la vérité qu'ils se bornaient à formuler leurs points de vue, décidés d'avance à ne tenir aucun compte des remarques de leurs antagonistes », dit Rosmer. C'est ainsi que la commission chargée de la question syndicale se vit présidée par un antisindicaliste notoire, Karl Radek, que Pestaña qualifiait de « antisindicalista rabioso » – antisindicaliste enragé <sup>12</sup>.

« Radek avait été désigné comme rapporteur, et c'est lui qui avait rédigé les thèses bien qu'il n'eût aucune compétence particulière dans ces questions. Il abordait un problème difficile avec la mentalité d'un social-démocrate allemand pour qui le rôle subalterne des syndicats était chose établie et qu'il n'était plus la peine de discuter <sup>13</sup>. »

Selon Rosmer, toujours, l'opinion des bolcheviks était formulée avec une telle brutalité « qu'elle ne pouvait que heurter et certainement pas convaincre ».

Le projet de statuts de l'Internationale communiste remettait en cause l'autonomie des syndicats et prévoyait dans son article 14 que les syndicats forment une simple section de l'IC dont la représentation serait assurée dans les congrès à travers les partis communistes nationaux. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes des IWW s'opposèrent vigoureusement à cette option.

---

<sup>11</sup> Rappelons que les bolcheviks étaient, avant de s'en détacher, un courant du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

<sup>12</sup> « El ponente era Radek, y acaso no os diga nada nuevo diciéndoos que Radek es un antisindicalista rabioso, rabioso. Para él los Sindicatos, si no sirven a los Partidos Comunistas, no tienen razón de ser. » (« Le rapporteur était Radek, et je ne vous apprend rien en disant que Radek était un antisindicaliste enragé, enragé. Pour lui les syndicats, s'ils ne servent pas aux partis communistes, n'ont pas de raison d'être. »

<sup>13</sup> Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

Le projet prévoyait également un échange de représentants entre le comité exécutif de l'IC et sa section Syndicats.

L'opposition syndicaliste révolutionnaire au congrès se vit systématiquement contrariée sur tous les points par une assemblée dénuée de tout sens critique et favorable à priori envers les bolcheviks. John Clarke, un délégué des Shop Stewards, écrivit ainsi :

« On ne pouvait échapper au soupçon permanent que chaque point avancé était présenté pour être disqualifié, et à force d'observer les procédures et de voir combien peu l'opposition la plus habilement présentée influençait la foule des adorateurs de bolcheviks qui se trouvait là, on pouvait à juste titre être excusé de suggérer que la politique "à l'emporte-pièce" était pour l'essentiel responsable du "succès" du congrès <sup>14</sup>. »

Les voix de l'opposition furent étouffées de toutes les manières possible. Angel Pestaña fut scandalisé de constater que ceux qui devaient présenter le point de vue opposé à celui de Radek devant le congrès avaient tout simplement été désignés, contrairement aux usages, et que ne figurait dans la liste des délégués aucun syndicaliste révolutionnaire ou industrialiste <sup>15</sup>.

La ratification de l'article 14 stipulant que les syndicats assurent leur représentation aux congrès du Komintern par l'intermédiaire des partis communistes de leur pays suscita un grand émoi et faillit compromettre le travail du Conseil provisoire de l'Internationale syndicale rouge qui débuta après que le congrès de l'IC se fût achevé. Dans le rapport qu'il présenta à la CNT espagnole, Pestaña mentionne l'article en question : « Lors des prochains congrès mondiaux de la III<sup>e</sup> Internationale, les organisations syndicales nationales adhérentes seront représentées *par les délégués du Parti communiste de leur pays*. » Il précise que le passage en italique est de lui, et ajoute à l'intention du congrès de la CNT : « Je veux attirer votre attention sur ce que cela signifie pour la Confédération dans l'avenir ». L'avertissement est clair.

Certains délégués avaient déjà quitté Moscou ; ne restaient que les délégués de la Russie, de la Bulgarie, de l'Espagne (Pestaña) et

---

<sup>14</sup> John Clarke, *Worker*, 18 sept 1920.

<sup>15</sup> Pestaña, *Memoria*, p. 67.

Rosmer pour la France. Souchy pour l'Allemagne, les IWW et les Shop Stewards boycottaient les sessions parce que Lozovsky avait refusé de les laisser s'y exprimer. Lozovsky insistait pour que seuls les syndicats qui acceptaient le principe de la dictature du prolétariat et de la conquête du pouvoir puissent participer au congrès en préparation.

Pestaña déclara que la CNT ne participerait pas au congrès si l'autonomie syndicale n'était pas respectée, et qu'il se retirerait. *Ce principe d'autonomie s'appliquait également à l'Internationale syndicale rouge :*

« Je parlai à mon tour et déclarai que après l'approbation de l'article 14 du Règlement de la Troisième Internationale, il semblait superflu et inutile de discuter ou même d'organiser la Conférence car ou bien on acceptait le principe d'autonomie absolue de l'ISR, ou bien l'article 14, dans le paragraphe cité ci-dessus, établissait l'incompatibilité dont on ne savait pas si les autres organisations ici représentées l'acceptaient, mais j'avais la plus complète, la plus certaine assurance que la Confédération que je représentais n'y souscrirait pas<sup>16</sup>. »

Nous sommes donc dans le cas de figure où le représentant anarcho-syndicaliste de la CNT espagnole demande des garanties concernant l'autonomie du mouvement syndical et de l'Internationale syndicale rouge, et où c'est Lozovsky qui refuse.

Lozovsky proposa alors de laisser le congrès décider de cette question ; Pestaña accepta de rester à travailler avec le comité, tout en prévenant que la CNT ne changerait pas de point de vue.

Une approche plus conciliante fut adoptée lorsque Tomsky, membre de l'exécutif des syndicats pan-russes, fut nommé rapporteur du comité. « Tomsky se montra dès le premier instant beaucoup plus conciliant que Lozovsky », écrit Pestaña dans son rapport<sup>17</sup>. Il modifia les clauses voulues par Lozovsky en accep-

---

<sup>16</sup> Pestaña, *Memorias*.

<sup>17</sup> Lozovsky est parfois présenté comme un dirigeant bolchevik conciliant et plutôt proche du syndicalisme révolutionnaire, raison pour laquelle il aurait été nommé à la tête de l'Internationale syndicale rouge. On voit à quel point cette image est fautive. En toutes circonstances, Lozovsky fut un parfait exécutant de la politique du parti bolchevik. Quant à Tomsky, rappelons que c'est lui qui déclara en 1927 que « sous la dictature du prolétariat, il se

tant que participent au congrès les syndicats qui pratiquent la lutte des classes même s'ils n'adhéraient pas au principe de la dictature du prolétariat et de la conquête du pouvoir politique. On envoya Pestaña chercher les syndicalistes révolutionnaires qui avaient été exclus des discussions.

Entre-temps, Armando Borghi venait d'arriver à Moscou et rencontra aussitôt Pestaña. Depuis plusieurs mois, l'Union syndicale italienne avait adressé un courrier aux dirigeants bolcheviks pour leur faire savoir qu'elle souhaitait adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale. Or, à sa grande surprise, Borghi se rendit compte que personne n'était apparemment au courant. Pestaña alla se renseigner et on lui déclara à chaque fois qu'on ne savait rien et que par conséquent l'USI ne pouvait pas participer aux travaux de l'Internationale ! Pestaña ajoute cependant : « Plus tard j'ai su que oui ils le savaient, mais, pour les raisons que j'ignore, ils l'avaient caché. »

En revanche, la CGL, la centrale réformiste italienne, était bien là, représentée par D'Aragona. Naïvement, Borghi demanda que la CGL soit exclue à cause de son « caractère réformiste et de collaboration de classes » et de « l'influence prépondérante en son sein des socialistes italiens de droite », alors que l'Union syndicale italienne « maintenait vif l'esprit de classe, ne collaborait avec aucun organe représentatif de la bourgeoisie, et pour le soutien qu'elle apporta dès le premier jour à la révolution russe »<sup>18</sup>.

Les militants syndicalistes révolutionnaires italiens tombaient mal, en fait : ils faisaient les frais du retournement de situation consécutif à la mise en œuvre de la stratégie de Front unique, qui prônait le rapprochement avec les organisations réformistes. Pestaña commente :

« Tomsky, et avec lui la majorité, refusèrent d'accéder à la demande de Borghi. Alors, ce camarade demanda mon aide de manière décidée et énergique, en allant à la rupture si c'était nécessaire.

---

peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison ».

<sup>18</sup> Pestaña, *Memorias*.

« Je me mis à sa disposition, bien que sans illusions, sachant ce qu'ils avaient fait pour la Confédération, et un devoir de réciprocité m'obligeait à lui prêter main-forte ; je décidai naturellement de lui accorder l'aide qu'il m'aurait donnée sans hésiter si cela nous était arrivé à nous.

« Je l'invitai à ce que, d'un commun accord, nous envisagions toutes les solutions qui pouvaient être acceptées avant d'arriver à la rupture définitive. La principale concession que je pouvais faire – dis-je – était d'être admis dans l'organisation de la Conférence dans les mêmes conditions que la *Confederazione del Lavoro*<sup>19</sup>. »

Le mouvement des occupations d'usines en Italie contraignit Borghi à écourter son séjour. Malgré la brièveté de ce séjour en Russie, le militant italien en avait suffisamment vu pour se faire une opinion.

La clé de cette affaire se trouve évidemment dans la politique du « Front unique » que les bolcheviks voulaient instaurer : ayant fait le constat que la révolution en Europe avait subi un coup d'arrêt, il s'agissait désormais de participer aux élections et de pénétrer les organisations de masse de la classe ouvrière pour tenter de rallier les travailleurs au communisme. Les organisations révolutionnaires qui se battaient sur le terrain syndical, dans les entreprises, n'avaient plus de raison d'être, dans la mesure où les fractions communistes dans les syndicats réformistes et les cellules communistes dans les entreprises allaient les remplacer. Le Komintern demandait même aux organisations syndicalistes révolutionnaires de se dissoudre et d'inciter leurs militants à entrer dans les syndicats réformistes.

Voilà pourquoi Borghi n'était pas le bienvenu.

---

<sup>19</sup> *Ibid.*